



**Journal Title:** Nouvelles de l'UIT

**Journal Issue:** (no. 10), Décembre 2012

**Article Title:** Spécial Colombo

**Page number(s):** pp. 61-76

This PDF is provided by the International Telecommunication Union (ITU) Library & Archives Service from an officially produced electronic file.

Ce PDF a été élaboré par le Service de la bibliothèque et des archives de l'Union internationale des télécommunications (UIT) à partir d'une publication officielle sous forme électronique.

Este documento PDF lo facilita el Servicio de Biblioteca y Archivos de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (UIT) a partir de un archivo electrónico producido oficialmente.

جرى إلكتروني ملف من مأخوذة وهي والمحفوظات، المكتبة قسم ، (ITU) للاتصالات الدولي الاتحاد من مقدمة PDF بنسق النسخة هذه رسمياً إعداده.

本PDF版本由国际电信联盟（ITU）图书馆和档案服务室提供。来源为正式出版的电子文件。

Настоящий файл в формате PDF предоставлен библиотечно-архивной службой Международного союза электросвязи (МСЭ) на основе официально созданного электронного файла.



## Le Président sri-lankais fait l'éloge du rôle des TIC dans la réconciliation de son pays

■ Dans le discours qu'il a prononcé lors de l'ouverture du 12<sup>e</sup> Colloque mondial des régulateurs, tenu des 2 au 4 octobre 2012 à Colombo, le Président sri-lankais Mahinda Rajapaksa a reconnu que les technologies de l'information et de la communication (TIC) constituaient une force positive ouvrant la voie au progrès et levant les obstacles que peuvent représenter la race, la religion et la géographie, mais il a également mis en garde contre l'abus de ces technologies, s'agissant tout particulièrement des enfants.

Le Président sri-lankais a dit que les TIC devaient être maniées avec la plus grande prudence et que leur développement imposait aux parents des devoirs et des responsabilités pour veiller à ce que leurs enfants ne se laissent pas entraîner sur la voie de l'intolérance et de l'extrémisme.

«Les TIC ne doivent pas être l'outil que les sociétés utilisent pour vouer un culte aux valeurs matérielles et laisser de côté les valeurs que sont la bienséance, la tolérance et l'humanité», a mis en garde le Président Rajapaksa. «Les merveilles des TIC ne doivent pas éloigner nos enfants de tout ce qu'il y a de meilleur dans leur culture et leurs valeurs traditionnelles».

Depuis la fin de la guerre civile, en 2009, les TIC ont constitué un moteur de la réconciliation à Sri Lanka. La remise en état des tours de communication dans des zones ravagées par la guerre civile, à Kokavil au Nord de Sri Lanka, et le rétablissement de l'électricité dans le Nord du pays ont en effet aidé à rétablir la paix dans tout le pays.

Mais de manière plus générale, les TIC ont dynamisé le développement économique et social. Le Président a dit que le pays est tout à fait conscient du potentiel que représentent les TIC pour le développement; le pays compte désormais plus de 20 millions d'utilisateurs de téléphones fixes ou mobiles, soit plus que le nombre d'habitants, et ce dans un pays à revenu intermédiaire.



Le président sri-lankais, Mahinda Rajapaksa

AFP

«Au sein de la population, la maîtrise de l'informatique a progressé de plus de 40% au cours des six dernières années, et bientôt toutes les écoles seront équipées de centres informatiques de pointe», a mis en avant le Président Rajapaksa. «Ces progrès ont eu un impact positif sur le secteur rural et ont contribué à la croissance globale de l'économie».

## De nouvelles infrastructures propices à la croissance

Les pouvoirs publics mettent actuellement au point un cadre politique et réglementaire pour le réseau de prochaine génération, et comptent avoir mis en place une politique nationale relative au large bande d'ici fin 2012.

«Grâce aux atouts qui sont les nôtres dans le domaine de l'enseignement, à la reconnaissance de nos compétences, à une population active avide de formation et à la recherche de nouveaux domaines de compétence dans notre jeunesse, Sri Lanka ne restera pas à la traîne dans ce nouvel âge du savoir», a déclaré le Président.

L'infrastructure est l'un des facteurs déterminants si l'on tient à profiter au maximum du développement des TIC; les pouvoirs publics font actuellement construire la plus haute tour de communication, et disposeront ainsi de moyens de pointe pour que le pays devienne la plaque tournante des communications en Asie du Sud. De plus,

on construit actuellement un parc de technologie de l'information spécialisé à Hambantota, dans le Sud du pays, autrefois l'une des zones les moins développées du pays; ce site prendra sa place à côté d'autres grands projets d'infrastructure, dont le nouveau port et l'aéroport international.

«Comme on le constate, les communications mobiles peuvent révolutionner le quotidien des habitants en leur permettant d'acquérir de nouvelles compétences utiles dans la vie courante, d'accéder à de nouvelles possibilités d'emploi et d'établir de nouvelles relations avec les marchés, dans le pays comme à l'étranger», a dit le Président. «Elles peuvent ouvrir de nouvelles perspectives dans l'enseignement, contribuer au développement des services de soins de santé et autres services thérapeutiques, favoriser le développement durable, augmenter la production agricole, développer le potentiel commercial des petites entreprises et créer de nouveaux médias.»





Sumith Abeysinghe

Brahima Sanou

Tissa Witharana

Houlin Zhao

Lalith Weeratunga

Mahinda Rajapaksa

UIT

## Lignes directrices du GSR-12 relatives aux bonnes pratiques concernant les approches réglementaires afin de faciliter l'accès aux opportunités du numérique

Le 12<sup>e</sup> Colloque mondial des régulateurs (GSR-12), organisé par le Bureau de développement des télécommunications (BDT), avec la collaboration de la *Telecommunication Regulatory Commission of Sri Lanka* (TRCSL), s'est tenu à Colombo (Sri Lanka) du 2 au 4 octobre 2012, en parallèle avec le nouveau Dialogue mondial secteur privé-régulateurs (GRID) — fruit de la décision de l'UIT visant à transformer le Forum mondial des chefs d'entreprise du secteur des TIC afin de renforcer le dialogue entre le secteur privé et les organismes chargés de la réglementation. Ce colloque a été suivi par 446 participants de 77 pays (régulateurs, décideurs, représentants du secteur privé et prestataires de services), ainsi que par dix organisations régionales ou internationales.

Le document final du GSR-12 est une série de Lignes directrices relatives aux bonnes pratiques concernant les approches réglementaires afin de faciliter l'accès aux opportunités du numérique grâce aux services informatiques en nuage. Avec l'apparition de l'informatique en nuage, les ressources numériques sont désormais accessibles sur de multiples réseaux, partout dans le monde et à tout moment. Il est reconnu dans ces lignes directrices que «Le développement de l'informatique en nuage permet aux administrations publiques, entreprises et particuliers du monde entier, non seulement de réaliser des économies et des gains d'efficacité très importants, mais aussi d'innover». Ces lignes directrices incluent des recommandations sur «la maîtrise de l'informatique en nuage» par le consommateur, afin de garantir la protection des données personnelles, la transparence dans le nuage au niveau des obligations de service entre les

différents prestataires, l'élaboration et l'adoption de normes internationales techniques et structurelles applicables aux interfaces et à la fourniture de services dans le nuage, la portabilité des données dans le nuage et la coopération internationale entre régulateurs.

Pour bénéficier au maximum de tous les avantages de l'informatique en nuage, il sera nécessaire d'instaurer une coopération et une collaboration entre les secteurs public et privé et les consommateurs, afin de donner confiance dans ces services. Surtout, le développement de l'informatique en nuage sera tributaire de l'existence de réseaux large bande ubiquitaires et financièrement abordables, auxquels les prestataires de services devront avoir accès sans discrimination.

Les lignes directrices traitent en particulier des domaines suivants: renforcement des capacités numériques, neutralité des réseaux, méthodes de mise en application sur le plan de la réglementation, mesures visant à promouvoir le déploiement du large bande, y compris stratégies de partage des infrastructures, coordination des travaux de génie civil entre différents secteurs et politiques visant à accélérer l'accès relatif aux droits de passage.

### Nomination d'un ambassadeur pour les Lignes directrices relatives aux bonnes pratiques (GSR-12)

Les lignes directrices ont été approuvées à la session de clôture, dont le modérateur était Brahim Sanou, Directeur du Bureau de développement des télécommunications de l'UIT. M. Sanou a nommé le



Hamadoun I. Touré



Sarath Amunugama



Keheliya Rambukwella



Ranjith Siyambalapitiya



Anusha Palpita

Président du GSR-12, Lalith Weeratunga, nouvel Ambassadeur pour les Lignes directrices relatives aux bonnes pratiques (GSR-12) et lui a demandé de porter ces lignes directrices à l'attention de toutes les instances appropriées.

M. Weeratunga, qui est aussi Président de la *Telecommunication Regulatory Commission of Sri Lanka* (TRCSL), a souligné que l'informatique en nuage permettait de réaliser de sensibles économies et de rentabiliser les investissements; grâce à cette technologie, tous les consommateurs bénéficient d'opportunités et les infrastructures de centres de données permettent de déployer des services dans des zones jusqu'alors mal desservies ou non desservies.

M. Sanou a réaffirmé le rôle crucial joué par l'UIT en tant que pôle d'échanges de connaissances et de recherche du consensus

entre des parties prenantes de plus en plus diversifiées. Il a remercié la TRCSL de son appui et de son hospitalité pendant les trois journées de ce colloque. «Le Sri Lanka est non seulement un pays magnifique et accueillant, mais aussi un endroit tout indiqué pour tenir une manifestation internationale comme celle-ci car il est idéalement situé entre l'est et l'ouest. Nous n'aurions pu attendre plus de professionnalisme, de générosité et d'engagement de la part de nos hôtes qui ont fait de cette manifestation un immense succès.»

Le texte intégral des lignes directrices peut être consulté sur: [www.itu.int/ITU-D/treg/Events/Seminars/GSR/GSR12/consultation/GSR12\\_BestPractices\\_v3\\_E.pdf](http://www.itu.int/ITU-D/treg/Events/Seminars/GSR/GSR12/consultation/GSR12_BestPractices_v3_E.pdf)

## Pourquoi réglementer dans une société en réseau?

Ouvrant le Colloque mondial des régulateurs, Mahinda Rajapaksa, Président de Sri Lanka, s'est dit ravi d'accueillir cette conférence dans un pays où les technologies de l'information et de la communication (TIC) avaient joué un rôle important dans le processus de paix. Il a fait observer que les TIC pouvaient contribuer au développement de divers secteurs tels que l'éducation, la santé, les médias, l'agriculture et l'industrie. Le taux de pénétration dans le pays, qui compte plus de 20 millions d'abonnés au téléphone fixe et mobile, dépasse les 100% et, avec 750 télécentres, pour la plupart installés en zone rurale, l'adoption généralisée des TIC est en bonne voie. Le pays ambitionne de mettre en place avant la fin de 2012 une politique et un programme nationaux pour le large bande (voir article pages 62–63).

Hamadoun I. Touré, Secrétaire général de l'Union internationale des télécommunications, a déclaré que le thème du GSR-12 «Pourquoi réglementer dans une société en réseau?», préfigurait certains thèmes dont débattrait la Conférence mondiale des télécommunications internationales, qui se tiendrait à Dubaï du 3 au 14 décembre 2012. M. Touré a souligné que l'UIT avait pour mission d'accélérer le déploiement du large bande pour faire en sorte que davantage de personnes soient connectées. L'objectif ultime des Nations Unies et de l'UIT est de mettre l'information et les TIC à la portée de tous les habitants de la planète, y compris des personnes handicapées, à des prix abordables.



Shutterstock

## Débat d'ouverture — Un seul monde: La réglementation dans le village planétaire

Le débat d'ouverture a été animé par M. Sanou, qui a présenté les six intervenants: M. Touré, M. Weeratunga, Eugene Kaspersky, Directeur de Kaspersky Lab, Magdalena Gaj, Présidente de l'Office des communications électroniques (UKE) de la Pologne, Zohra Derdouri, Présidente de l'Autorité de régulation de la poste et des télécommunications (ARPT) de l'Algérie et Robert Pepper, Vice-Président mondial de politiques de technologie, Cisco Systems.

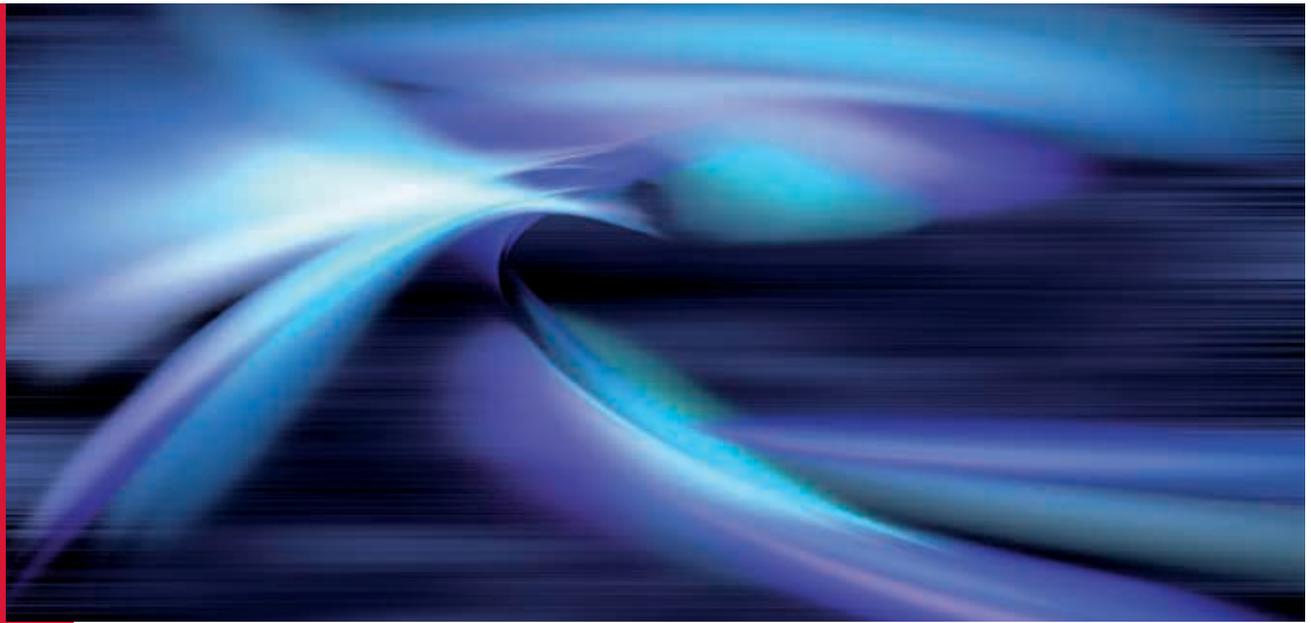
M. Sanou a souligné l'importance des TIC, qui peuvent être un facteur de cohésion nationale, contribuer à la responsabilisation des habitants des zones rurales et améliorer les perspectives d'avenir pour les jeunes générations. Le secteur des TIC rencontre toujours de nombreux problèmes liés à sa croissance. Ainsi, à l'heure où on compte plus de six milliards d'abonnés au mobile, soit un taux de pénétration de 86% à l'échelle mondiale, et de 78% dans les pays en développement, la demande de fréquences radioélectriques est de plus en plus forte et les impératifs de la gestion de ces fréquences sont de plus en plus lourds. M. Touré a ajouté qu'il n'était pas

possible d'adopter une seule et unique solution qui s'appliquerait à tous, même si les 154 régulateurs de la planète devaient définir un ensemble de grands principes communs.

M. Kaspersky a expliqué qu'il était essentiel de conjuguer solutions d'ordre technique et réglementation internationale pour empêcher que certains n'exploitent les points faibles du cyberspace. Il a insisté sur la nécessité de trouver un juste équilibre entre liberté et réglementation.

Mme Gaj a appelé les régulateurs et les opérateurs à collaborer, notant que le marché devait assurer aux opérateurs une rentabilité suffisante de leurs investissements.

Les participants ont reconnu qu'il fallait réglementer, tout en avertissant qu'un excès de réglementation risquait de tuer l'innovation. Le secteur public et le secteur privé devraient conclure des partenariats et les organisations internationales ont été invitées à collaborer avec le secteur privé et Interpol dans la lutte contre la cybercriminalité.



## La neutralité des réseaux: Réglementer ou non?

Le modérateur de la session était Anusha Palpita, Directeur général de la *Telecommunications Regulatory Commission of Sri Lanka* (TRCSL). Les questions étaient de savoir si la gestion du trafic devait être réglementée ou devait être du ressort de négociations commerciales; quelles étaient les conséquences de l'utilisation des nouvelles applications et des nouveaux services, en particulier des services d'informatique en nuage, sur les réseaux et sur la demande de largeur de bande; enfin, comment parvenir à concilier la protection du consommateur et l'encouragement de l'investissement.

Malcolm Webb, Associé, Webb Henderson, auteur du document de travail du GSR «*Net neutrality: a regulatory perspective*» (Neutralité du Net: le point de vue d'un régulateur), a défini la neutralité du Net comme le principe selon lequel toute communication électronique passant par un réseau doit être traitée à égalité, indépendamment du contenu, de l'application, du service, de l'appareil, de l'adresse de l'expéditeur et de celle du destinataire. Face au blocage ou à la paralysie du contenu ou des applications d'un concurrent, il faut prendre des mesures réglementaires adaptées. Le régulateur devrait garantir

la concurrence entre les fournisseurs de services utilisant le protocole Internet (PI) et leur imposer d'avoir des pratiques transparentes en matière de gestion du trafic.

Ivan Sanchez, Membre de la *Comisión de Regulación de Comunicaciones* de la Colombie, a expliqué qu'une nouvelle loi sur la neutralité des réseaux dans son pays s'appliquera aux principes de libre accès et de non-discrimination entre les opérateurs, mais que tous les utilisateurs n'auront pas les mêmes droits d'accès aux réseaux. Les opérateurs pourront proposer des offres groupées en fonction des besoins des utilisateurs. Cependant, si les opérateurs modifient les conditions de leurs offres, ils devront en avertir les utilisateurs qui auront alors le droit de dénoncer leur contrat, sans frais.

Pour Pablo Pfost, Directeur, stratégies d'entreprise et services de réglementation, Telefónica, le principe de neutralité du réseau doit s'appliquer également aux réseaux fixes et aux réseaux mobiles, même si les moyens utilisés pour la gestion de ces réseaux sont complètement différents.



AFP

## Définir des politiques de gestion du spectre dans l'univers du numérique mobile

Le modérateur de cette session était François Rancy, Directeur du Bureau des radiocommunications de l'UIT. Les débats ont porté sur les mesures à prendre face à l'engouement pour les nouvelles applications large bande sur mobile et aux communications de machine à machine dans un univers hyperconnecté, tout en soutenant le déploiement des réseaux mobiles de prochaine génération (NGN). Les participants ont aussi analysé les résultats obtenus dans le domaine du large bande par la Conférence mondiale des radiocommunications tenue à Genève du 23 janvier au 17 février 2012.

Robert Horton, expert principal des TIC et auteur du document de travail du GSR «*Spectrum policy in a hyperconnected digital mobile world*» (Politique en matière de spectre dans l'univers du numérique mobile hyperconnecté), a décrit comment, face à la demande croissante de large bande et de mobilité, il était impératif de repenser la politique de gestion du spectre. Alors que le taux de pénétration des services hertziens en zone urbaine s'établit à 65%, on comprend aisément que l'urbanisation de demain, conjuguée à une politique rationnelle de gestion du spectre, donnera à tous les habitants de la planète accès à l'éducation et leur facilitera la vie quotidienne, en même temps qu'elle encouragera la cohésion économique et sociale. Le volume du trafic de données progresse, les téléphones intelligents et les tablettes investissent massivement les marchés des pays développés et des pays en développement et l'informatique en nuage est

fortement consommatrice de données. Si rien n'est fait pour satisfaire la demande de spectre, en pleine progression, de nombreux opérateurs de services mobiles n'auront plus qu'à cesser leurs activités, et cela dans les trois années à venir. Les pays devraient, non seulement mettre en œuvre les grands principes établis par le GSR à sa réunion tenue en Tunisie en 2005, mais aussi dresser un inventaire de leurs besoins en matière de spectre et élaborer des programmes nationaux de gestion du spectre en lien avec leurs programmes nationaux de déploiement du large bande.

Mignon Clyburn, Membre de la *Federal Communications Commission* (FCC) des Etats-Unis, a convenu que le spectre devait être utilisé plus efficacement. Il faudrait mettre à disposition les parties de spectre vacantes entre les canaux de télévision et prévoir des méthodes qui offrent davantage de possibilités de partage des fréquences.

Norifumi Yamaguchi, Directeur, Office des politiques internationales en matière de fréquences, Ministère japonais de l'intérieur et des communications, a dit que, selon les estimations d'un groupe d'action créé en 2001, les services mobiles auraient besoin dans son pays de 1600 MHz supplémentaires en 2016. Tout le problème est de savoir comment obtenir ces fréquences. Le gouvernement envisage d'imposer aux opérateurs de libérer des fréquences au cours de la décennie à venir, contre dédommagement de l'Etat, si nécessaire.

Thinkstock



## L'itinérance internationale dans une économie du large bande

Le modérateur de la session était Amr Badawi, Président exécutif de la *National Telecom Regulatory Authority* (NTRA) de l'Égypte. Les thèmes abordés étaient les suivants: comment négocier la terminaison des communications voix et données mobiles dans une société sans frontières et connectée en permanence? Quels modèles économiques appliquer à l'itinérance, compte tenu de la nécessité de fournir des services d'un pays à l'autre? Quelles sont les conséquences pour les consommateurs? Quel est le rôle des régulateurs et quelles méthodes réglementaires doivent-elles être adoptées? Enfin, comment concilier réglementation et solutions commerciales?

Dimitri Ypsilanti, expert principal des TIC et auteur du document de travail du GSR «*International roaming services: a review of best practice policies*» (Services d'itinérance internationale: examen des politiques relatives aux bonnes pratiques), a dit que les organismes internationaux et régionaux s'intéressaient de plus en plus à l'itinérance en raison de la progression du nombre d'abonnés au mobile ayant besoin à la fois de services vocaux et de services de données. De nombreux opérateurs proposent aux touristes des offres spéciales itinérance, mais aucun opérateur de services mobiles n'informe les

usagers des prix de l'itinérance lorsqu'ils signent un contrat. Une solution serait d'obliger les opérateurs à déverrouiller les téléphones mobiles pour que les consommateurs puissent acheter des cartes SIM lors de leurs déplacements à l'étranger. La neutralité des réseaux et le protocole Voix sur Internet (VoIP) sont d'autres solutions. La solution la plus rapide serait d'avoir recours à des accords bilatéraux.

Saddig Al Tayeb, Directeur adjoint à la concurrence, *Communications and Information Technology Commission* (CITC) de l'Arabie saoudite, a annoncé que les six pays du Golfe collaboraient sur la question de l'itinérance. Ainsi, les consommateurs peuvent savoir à l'avance le prix de chaque appel téléphonique dans la région. A ce jour, la baisse des prix pour les consommateurs est de 33% et des négociations viennent de débiter sur les tarifs du trafic de données.

M. Badawi a conclu que les participants se sont accordés à reconnaître qu'il fallait améliorer la transparence des tarifs de l'itinérance, compte tenu du fait que le montant élevé de ces tarifs pose encore plus de problèmes dans le cas de l'itinérance des communications de données.



Shutterstock

## Quand les distinctions s'effacent: Interconnexion des réseaux IP à l'échelle mondiale et régionale

Le modérateur de la session était Eugene Juwah, Vice-Président exécutif et P.-D. G. de la *Nigeria Communications Commission* (NCC). Les débats ont porté sur la façon de remédier aux blocages qui subsistent et sur la nécessité de réglementer l'interconnexion IP, sur les mécanismes de règlement des différends devant être adoptés à l'échelle régionale et internationale, et sur les mesures de mise en application qui sont efficaces dans un environnement concurrentiel. Les participants se sont aussi demandé si les régulateurs devaient conclure des accords pour la tarification des services de gros et quelles étaient les incidences de la neutralité des réseaux et de la connectivité Internet internationale sur l'interconnexion IP internationale.

Pour Dennis Weller, Conseiller principal, Navigant Economics, et auteur du document de travail du GSR «*Global and regional IP interconnection*» (Interconnexion IP à l'échelle mondiale et régionale), le développement de l'Internet au cours des 16 dernières années est le principal facteur du développement économique, facilité par l'efficacité du marché mondial de la connectivité IP, mais ses avantages ne sont pas également répartis d'une région à l'autre. Les pratiques d'échange de trafic sur le marché ont évolué en profondeur, et presque tous les accords sont désormais conclus de manière informelle, sur la base de la confiance, sans documents écrits.

Sur les marchés des pays développés, le caractère volontaire des accords est un élément indispensable au bon développement de l'Internet. Toutefois, dans les pays en développement, les bonnes pratiques visant à promouvoir un cercle vertueux de développement devraient inclure les éléments suivants: libéralisation, levée des

obstacles empêchant l'accès aux passerelles internationales, faible montant des droits de licence, investissements publics si nécessaire, appui à la création de points d'échange Internet, limitation des comportements anticoncurrentiels de l'opérateur historique, ouverture aux investissements étrangers directs et encouragement de la demande de services large bande.

Harinderpal Singh Grewal, Directeur, *Next-Generation National Broadband, InfoComm Development Authority* de Singapour (IDA), a dit que l'élément confiance évoqué par M. Weller dans les accords d'échange de trafic conclus entre opérateurs bien établis ne jouait pas toujours pour les nouveaux venus sur le marché. Ainsi, il existe à Singapour un opérateur en position dominante sur le marché qui est obligé d'offrir du trafic de transit en tant qu'opérateur de dernier recours. Il n'a donc aucun intérêt à proposer un échange de trafic à de nouveaux opérateurs. Pour remédier à cette situation, le régulateur a créé un point d'échange Internet multi-opérateurs, même si ces derniers continuent à négocier entre eux les accords d'échange de trafic.

Les participants ont insisté sur la difficulté de déterminer si un numéro est celui d'un réseau traditionnel ou d'un réseau IP, ce qui fait obstacle à la portabilité des numéros IP. Par ailleurs, le montant élevé des taxes de terminaison n'encourage pas les opérateurs à passer à l'interconnexion IP. En outre, les normes sont insuffisantes. Aujourd'hui, il se produit sur le marché IP ce qui est arrivé il y a plusieurs années sur le marché de la téléphonie: les opérateurs historiques essaient de s'opposer à l'entrée sur le marché de nouveaux concurrents. Heureusement, la situation est en train d'évoluer.



## Démystifier la réglementation «dans le nuage»: Enjeux et perspectives de l'informatique dématérialisée

Le modérateur de la session était Marianne Treschow, représentante de la *Commonwealth Telecommunications Organisation* (OTC). Elle a traité des avantages socio-économiques de l'informatique en nuage et de ses incidences sur les petites et moyennes entreprises, les entités publiques et les utilisateurs finals. Les participants ont débattu de la façon dont les nouveaux acteurs — médias sociaux, fournisseurs d'applications et de contenus «over-the-top» (OTT) — faisaient évoluer la dynamique du marché en utilisant les services dans le nuage. Ils ont aussi examiné la nécessité de réglementer, conscients que la réglementation ne doit pas paralyser l'innovation.

Ian Walden, Professeur de droit de l'information et des communications et Chef de l'*Institute of Computer and Communications Law, Queen Mary University of London*, auteur du document de travail du GSR «*Demystifying regulation in the cloud: opportunities and challenges for cloud computing*» (Démystifier la réglementation «dans le nuage»: Enjeux et perspectives de l'informatique dématérialisée), a décrit comment l'informatique en nuage donne accès à la demande à des ressources informatiques, en souplesse et sans contrainte liée à l'emplacement.

Doit-on réglementer l'informatique en nuage? La réponse dépend de plusieurs facteurs. Même si une grande partie de ce marché n'est sans doute pas du ressort du droit des télécommunications, les Etats et les régulateurs pourraient faciliter l'adoption de cette technologie en supprimant les obstacles. La principale préoccupation a

trait à la sécurité des métadonnées créées par l'utilisation des services en nuage. Les questions liées au respect de la vie privée, à la rétention ou la destruction des données, aux normes de qualité et à la Loi «*Patriot Act*» sont tout aussi cruciales.

Pour Leslie Martinkovics, Directeur, politique publique internationale et réglementation, Verizon Communications Inc. — fournisseur de services dans le nuage — le déploiement du large bande est essentiel pour améliorer l'accès à ces services. La portabilité des données et les normes internationales devraient avoir le temps d'évoluer avant que les services d'informatique dématérialisée ne soient assujettis à une réglementation.

Sanjaya Karunasena, Directeur technique, *Information and Communication Technology Authority*, Sri Lanka, a rappelé que dans son pays, des entreprises disposaient de bonnes infrastructures TIC, tandis que d'autres n'avaient même pas d'ordinateur. L'un des avantages de l'informatique en nuage est qu'elle offre à tous les mêmes infrastructures et qu'elle propose des services fiables et sûrs à des prix abordables.

Les orateurs ont insisté sur la nécessité de parvenir à concilier réglementation et innovation, la souplesse étant à cet égard le mot-clé. Mme Treschow a ajouté que la croissance explosive du trafic de données rendait indispensable de recourir aux technologies «dans le nuage», mais qu'il fallait contrôler la qualité du transport des informations et du contenu et en assurer la sécurité.



Thinkstock

## Des menaces à l'horizon: Questions de sûreté et de sécurité sur le Net

Le modérateur de la session était Imad Hoballah, Président et P.-D. G. par intérim de la *Telecommunications Regulatory Authority* (TRA) du Liban. Il a passé en revue les menaces en ligne auxquelles sont exposés les utilisateurs (protection des données et respect de la vie privée), ainsi que leurs droits «dans le nuage» et la façon de garantir en tout temps un accès fiable aux services en nuage. Les participants ont souligné qu'il importait de définir les juridictions applicables et de gérer les risques commerciaux.

Stephanie Liston, Conseiller principal, Charles Russell, et auteur du document de travail du GSR «*The cloud: data protection and privacy: whose cloud is it anyway?*» (Le nuage: protection des données et respect de la vie privée: qui en est le propriétaire?) a rappelé que la difficulté était de protéger le droit légitime au respect de la vie privée sans pour autant laisser passer les chances offertes par les services en nuage et la technologie. Les pays ont mis au point différentes méthodes de protection de la vie privée et des données, allant de l'absence de législation (comme au Brésil) à des régimes réglementaires détaillés (comme dans l'Union européenne).

Le régime actuel n'est plus adapté car la réglementation ne devrait pas interdire les flux transfrontières de données. On ne sait pas exactement quelle législation appliquer à ces flux et le consommateur ne sait pas non plus quelle est la juridiction compétente.

Kalamullah Ramli, Conseiller du Ministre des TIC de l'Indonésie, a expliqué que, dans son pays, l'informatique en nuage était traitée sur le même plan que le secteur des transports: le prestataire du service est responsable de la sécurité et de la protection des données relatives au consommateur.

Des participants ont souligné que le problème de la réglementation du respect de la vie privée est actuellement envisagé sur le plan national, mais que d'ici dix ans, il devra l'être à l'échelle mondiale, de manière à assurer à tous les habitants de la planète un niveau égal de protection des données.

M. Hoballah a conclu que les régulateurs devaient concilier la libre circulation des informations et les préoccupations des utilisateurs en matière de cybersécurité dans l'informatique en nuage.



## Partenariats public-privé

La session sur les stratégies innovantes pour développer le large bande a été animée par Ananda Raj Khanal, Directeur (Chef par intérim), *Nepal Telecommunications Authority (NTA)* (Népal). Les thèmes abordés étaient les suivants: conclusion de partenariats public-privé pour encourager à investir dans les réseaux NGN large bande; approches de base vers le sommet ou du sommet vers la base; ouverture de nouveaux débouchés commerciaux grâce au marché de l'accessibilité; nécessité de définir qui sont ceux qui n'utilisent pas le large bande et de commercialiser des services adaptés à leurs besoins. Les participants ont aussi débattu de la façon dont les régulateurs peuvent promouvoir l'accessibilité et l'inclusion pour ceux qui n'utilisent pas les nouvelles technologies; ils se sont demandé si les régulateurs devaient superviser l'investissement et quelles mesures d'incitation ils pouvaient adopter.

Matt Yardley, Associé, Analysis Mason, et auteur du Rapport publié par l'UIT «*Developing successful Public-Private Partnerships to foster investment in universal broadband networks*» (Conclusion de partenariats public-privé efficaces pour encourager l'investissement dans le déploiement universel de réseaux large bande) a dit qu'il n'existait pas de modèle unique et idéal pour le déploiement du large bande, mais qu'il était certain que les investissements du secteur privé à lui seul ne suffisaient pas à assurer ce déploiement et que les décideurs devaient donc intervenir.

Axel Leblois, Directeur exécutif, G3ict (*Global Initiative for Inclusive ICTs*), a expliqué qu'environ un tiers des habitants de la planète n'utilisaient pas le large bande et qu'un-tiers de ces habitants étaient des personnes handicapées. Certes, de nombreux régulateurs du monde

entier prennent des mesures pour desservir les personnes handicapées, mais peu de pays mettent en œuvre les dispositions de la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Les partenariats public-privé sont nécessaires pour encourager l'accessibilité.

M. Khanal a ajouté que les personnes handicapées et les non-utilisateurs représentaient un potentiel inexploité, et qu'il était de la responsabilité des régulateurs et des professionnels des TIC de se mettre à l'écoute de ces personnes, jusqu'alors exclues, et de leur fournir des services.

Pour Gabrielle Gauthey, Vice-Présidente exécutive en charge des affaires gouvernementales, Alcatel-Lucent, l'explosion du trafic de données est à la fois un défi et une chance. Le secteur privé a de plus en plus de mal à lever les investissements considérables rendus nécessaires par l'explosion du trafic de données. Les pouvoirs publics devraient intervenir pour gérer des ressources limitées, comme la quantité de spectre. Certains pays en développement proposent des solutions innovantes. L'intervention des pouvoirs publics doit avoir pour but de stimuler l'investissement privé, tout en limitant autant que possible les financements publics.

Mohamed Sharil Tarmizi, Président de la *Malaysian Communications and Multimedia Commission (MCMC)*, a déclaré que chaque pays devait analyser sa situation et décider du chemin à suivre. En Malaisie, le large bande est considéré comme un bien collectif, au même titre que l'eau ou l'électricité. Le pays est divisé en plusieurs zones. La zone 1 — grandes villes à forte densité de population — n'a pas besoin de fonds publics, tandis que dans les zones 2 et 3, des initiatives sont financées par le biais du fonds pour le service universel.



Alamy

## Définir les marchés: Intervention réglementaire graduelle dans un environnement numérique post-convergence

Le modérateur de cette session était Kathleen Riviere-Smith, Directrice exécutive, *Utilities Regulation and Competition Authority (URCA)*, Bahamas. Les thèmes traités étaient les suivants: définition de la position dominante sur le marché dans un environnement placé sous le signe de la convergence des technologies et de la neutralité des services; passage de la réglementation à la dérégulation; nécessité de déterminer si les opérateurs en position dominante sur le marché qui investissent beaucoup dans le déploiement des réseaux ou innovent rapidement doivent bénéficier d'un traitement différencié; enfin, rôle des autorités de la concurrence et des régulateurs des TIC, en vue d'éviter les chevauchements et d'encourager la coopération.

Mme Riviere-Smith a fait observer que le marché des TIC évoluait vers un environnement post-convergence et a demandé si les régulateurs devaient déréguler pour encourager l'innovation.

Christian Koboldt, co-fondateur de DotEcon et auteur du rapport UIT sur la Concurrence et la réglementation dans un monde post-convergence placé sous le signe du large bande, a rappelé que dans un environnement post-convergence, un même opérateur peut proposer divers services dans le cadre d'offre groupées et que de 70 à 90% des clients du large bande dans les pays développés utilisent des services groupés. Il existe aussi toute une gamme d'écosystèmes du large bande: ligne d'abonné numérique (DSL), câble et fibre optique pour le service fixe, avec un panachage de ces trois technologies et un rôle croissant pour le mobile. Pour la définition des marchés, les conséquences sont qu'il faut se concentrer sur le nombre

marginal d'abonnés qui peuvent opter pour des produits différents en fonction du prix.

Différents types de réseau peuvent donner accès à un même service dans des conditions non discriminatoires, mais les règles applicables aux différents services et les limites des compétences des différents régulateurs doivent être précisément définies.

Mohamed Bubashait, Directeur général de la *Telecommunications Regulatory Authority (TRA)* du Bahreïn, a expliqué que la TRA était le premier organisme de la région à réaliser une analyse de marché et qu'elle a publié des lignes directrices très détaillées sur la façon de définir les marchés et de stimuler la concurrence. Même s'il n'y a pas au Bahreïn de commission de la concurrence, la TRA est habilitée à faire appliquer les dispositions ex-post dans le secteur des télécommunications.

Abdus Samad, Membre de la *Bangladesh Telecommunication Regulatory Commission (BTRC)*, a ajouté que le concept de «position dominante» est défini au Bangladesh par le droit général de la concurrence et que le marché est actuellement soumis au jeu de la concurrence, certains mécanismes réglementaires étant mis en place, par exemple la réglementation des prix, pour assurer la poursuite des activités de ceux qui ne jouent qu'un rôle mineur sur le marché.

Les participants ont débattu de la séparation des compétences entre les autorités chargées de la réglementation et les autorités de la concurrence; ils ont estimé que les compétences spécialisées de l'autorité de régulation du secteur devaient être utiles aux autorités de la concurrence.

Thinkstock



## Mise en œuvre du large bande: Etudes de cas par pays

Le modérateur de cette session était Rahul Khullar, Président de la *Telecom Regulatory Authority of India* (TRAI), Inde, qui a examiné les exemples de réussite et les enseignements à tirer pour l'avenir.

Mario Maniewicz, Chef du Département des infrastructures, de l'environnement propice et des cyberapplications, BDT/UIT, a présenté une série de neuf études de cas par pays sur la mise en œuvre du large bande, élaborées en commun par le BDT et par le Secréariat de la Commission «Le large bande au service du développement numérique» et qui décrivent en détail l'état d'avancement du large bande dans plusieurs pays (Albanie, ex-République yougoslave de Macédoine, Malaisie, Maurice, Nigéria, Panama, Philippines, Roumanie et Sri Lanka). Ces études montrent que l'adoption de stratégies et d'une réglementation efficaces contribue à dynamiser l'accès à des prix abordables, en vue de l'édification d'un monde placé sous le signe du large bande.

Mohan Jayasekera, Directeur de la *Telecommunication Regulatory Commission of Sri Lanka* (TRCSL), a présenté les enseignements tirés de l'étude de cas UIT sur son pays. La TRCSL a commencé en 2010 à contrôler la qualité de service offerte sur les réseaux large bande, ce qui s'est traduit par un renforcement de la concurrence, des débits plus élevés et une baisse des prix pour les abonnés. Des normes de qualité de service distinctes seront désormais appliquées tant pour le service fixe que pour les services mobiles.

Magdalena Gaj a dit que la mise en œuvre de réseaux NGN était une priorité en Pologne et que la première étape en ce sens était la signature de la loi «Mega» à l'appui du développement des infrastructures. Les deux opérateurs du service fixe réfléchissent à des modèles d'investissement conjoint et les deux principaux opérateurs de services mobiles envisagent de partager les infrastructures.

Mme Gaj a invité les participants à se réunir à Varsovie (Pologne) du 3 au 5 juillet 2013, pour l'édition 2013 du GSR.

## Consultation réglementaire: Encourager une croissance inclusive et durable: Synthèse

■ Le modérateur, Cristhian Lizcano Ortíz, expert principal en télécommunications et Président du GSR-11, a centré le débat sur les questions de réglementation les plus urgentes.

Alan Horne, *Telecommunications and Radiocommunications Regulator (TRR)*, Vanuatu, a dit que les régulateurs étaient conscients des avantages socio-économiques de l'Internet, mais qu'il fallait encore sensibiliser la population à ce sujet. Les régulateurs devraient soutenir les activités en faveur du cybergouvernement et de la cyberéducation pour contribuer à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. Du fait que des opérateurs négligent de desservir des zones économiquement non rentables, il appartient au régulateur de gérer des projets au titre du fonds pour l'accès universel.

Pour Dražen Lučić, Directeur exécutif, *Croatian Post and Electronic Communications Agency (HAKOM)*, la question primordiale est de parvenir à concilier la réglementation et l'investissement. Le taux de pénétration du large bande en Croatie est d'environ 30%, mais la répartition est inégale et les zones rurales ne sont pas desservies, ce qui freine le développement. Le régulateur a commencé d'encourager par des mesures d'incitation les opérateurs à investir dans ces zones.

Les participants ont discuté du rôle de facilitateur que devrait jouer le régulateur pour promouvoir l'accès aux infrastructures dans les zones rurales et inciter le secteur privé à desservir ces zones, en recourant aux fonds pour le service universel. ■

**La Pologne accueillera le GSR-13 à Varsovie du 3 au 5 juillet 2013**

